

COMBLER LES BESOINS EN ÉNERGIE DU QUÉBEC (2022)

Institut économique de Montréal

Rapport de recherche

Mars 2022

© 2022 Ipsos. All rights reserved. Contains Ipsos' Confidential and Proprietary information and may not be disclosed or reproduced without the prior written consent of Ipsos.



Des idées
pour une société
plus prospère



SOMMAIRE

- Alors que les récents événements internationaux ont souligné l'importance de repenser les besoins énergétiques mondiaux, **plus de la moitié (52%)** des Québécois pensent que leur province devrait développer ses propres ressources pétrolières au lieu d'importer tout le pétrole consommé. Ceci représente une hausse de 9 points comparativement à l'année dernière – un rebondissement après la baisse constatée en 2021. En effet, **presque trois quarts des Québécois (73%)** pensent que les taxes et droits imposés sur l'essence sont déjà trop élevés et ne devraient pas être augmentés davantage.
- **La moitié des Québécois (50%)** pensent que les actions prises par certains groupes environnementaux empêchent un trop grand nombre de projets créateurs d'emplois d'aller de l'avant. Ceci représente une augmentation de 9 points depuis août 2021. **Un tiers (33%)** sont en désaccord (une baisse de 11 points) et les 18% restants sont indécis. **Plus de la moitié (55%) des Québécois** pensent que le gouvernement du Québec devrait promouvoir la concurrence dans la production d'hydrogène vert. Une proportion similaire (**54%**) indique que le Québec devrait suivre l'exemple de l'Union européenne et désigner le gaz naturel comme une source d'énergie verte. Une plus petite proportion (**47%**) pensent que la création d'emplois dans leur région est plus importante que la réduction de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale. Finalement, **presque 6 Québécois sur 10 (57%)** sont d'accord avec l'idée que le gouvernement du Québec devrait autoriser des projets d'exploitation de gaz naturel local.
- **Moins de la moitié (45%)** des Québécois sont d'accord avec l'idée du gouvernement du Québec d'interdire toute exploration et exploitation du potentiel gazier et pétrolier du Québec - où 20% sont 'tout à fait d'accord'. Comparativement, autour d'un tiers (36%) sont en désaccord. Cependant, **la moitié des Québécois (51%)** sont d'accord que, si l'idée du gouvernement est appliquée, les compagnies qui détiennent des permis pour exploiter du pétrole et du gaz naturel au Québec devraient être dédommagées selon la juste valeur marchande de leur permis, alors que 28% sont en désaccord et que 22% demeurent incertains.

Méthodologie



Ces résultats proviennent d'un sondage Ipsos commandité par l'Institut économique de Montréal



Un échantillon de 1007 résidents du Québec âgés de 18 ans et plus a été interviewé entre le 25 février et le 2 mars 2022.



Une **pondération** en fonction de l'âge, du genre et de la langue a été appliquée afin de s'assurer que la composition de l'échantillon est représentative de l'ensemble de la population québécoise, selon les **données de recensement**.



La précision des sondages en ligne est mesurée au moyen d'un intervalle de crédibilité en raison de la nature non-probabiliste de l'échantillon. Dans le cas présent, les résultats sont précis à **plus ou moins 3,5 points de pourcentage** (19 fois sur 20) de ce qu'ils auraient été si tous les adultes Québécois avaient pris part au sondage.

Les actions des groupes environnementaux pourraient-elles nuire à la création d'emplois?

La moitié des Québécois (50%) pensent que les actions prises par certains groupes environnementaux empêchent un trop grand nombre de projets créateurs d'emplois d'aller de l'avant. Ceci représente une augmentation de 9 points depuis août 2021. Un tiers (33%) sont en désaccord (une baisse de 11 points). Les 18% restants sont indécis.

Les hommes ont davantage tendance à dire que les actions de certains groupes environnementaux nuisent à des projets créateurs d'emplois, et ont davantage tendance à dire qu'ils sont 'tout à fait d'accord' (21% v. 12% chez les femmes). Les femmes ont davantage tendance à rester indécises.



56%

Des hommes sont d'accord vs. 44% des femmes



61%

Des résidents de la région de Québec sont d'accord
vs. 48% pour la région de Montréal, et 48% pour les autres régions



24%

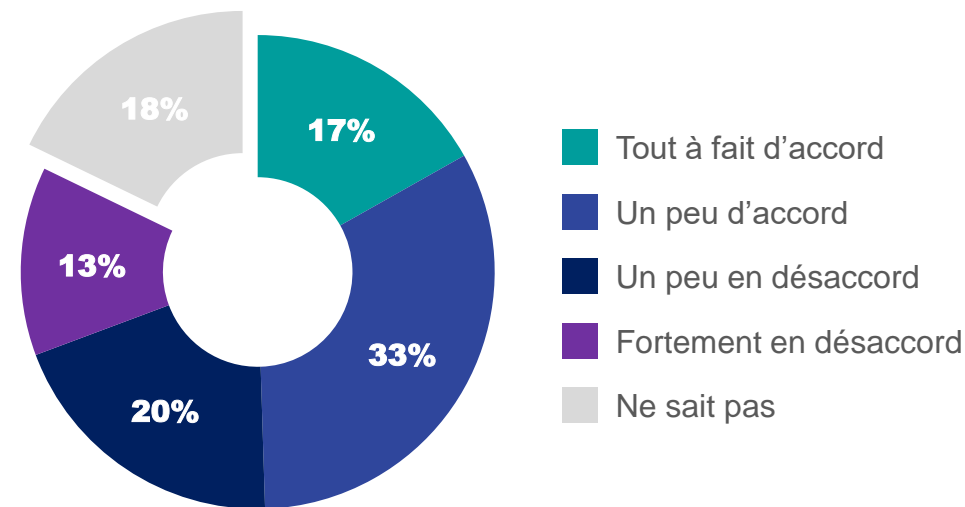
Des femmes sont incertaines vs. 11% des hommes

50%

D'accord août 2021: 41%

33%

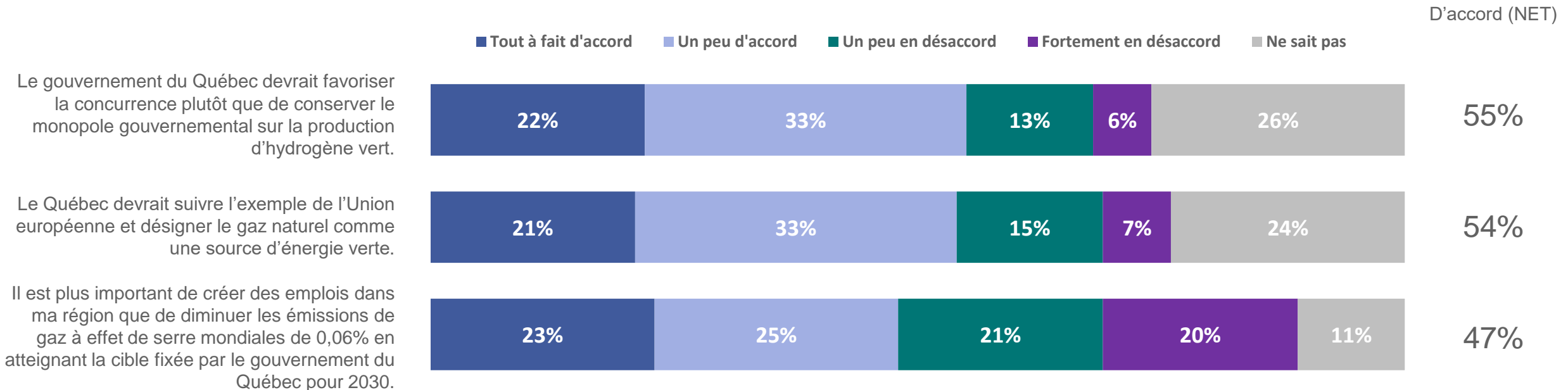
Désaccord août 2021: 44%



Perceptions d'actions faites par des groupes environnementaux et les projets créateurs d'emplois

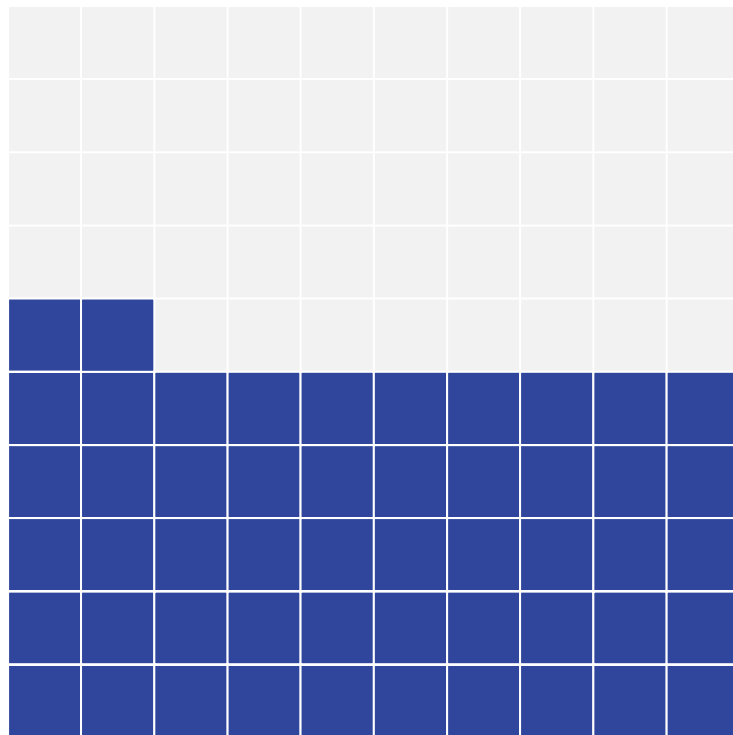
Opinions envers la création d'énergie verte

Plus de la moitié (55%) des Québécois pensent que le gouvernement du Québec devrait promouvoir la concurrence dans la production d'hydrogène vert. Une proportion similaire (54%) indique que le Québec devrait suivre l'exemple de l'Union européenne et désigner le gaz naturel comme une source d'énergie verte. Une plus petite proportion (47%) pensent que la création d'emplois dans leur région est plus importante que la réduction de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale. Un cinquième (20%) sont 'fortement en désaccord' avec cette affirmation. **Les hommes** ont significativement plus tendance que les **femmes** d'être en accord avec les trois affirmations (+11; +8, +7 pts).



Continuer d'importer ou exploiter ses propres ressources pétrolières?

Opinions sur l'exploitation pétrolière au Québec



52%

Exploiter ses propres ressources

2021: 43%
2020: 50%
2019: 45%

28%

Continuer d'importer 100% du pétrole

2021: 31%
2020: 26%
2019: 26%

20%

Ne sait pas

2021: 27%
2020: 24%
2019: 28%

Plus de la moitié (52%) des Québécois pensent que leur province devrait développer ses propres ressources pétrolières au lieu d'importer tout le pétrole consommé. Ceci représente une hausse de 9 points comparativement à l'année dernière – un rebondissement après la baisse constatée en 2021. Inversement, 28% pensent que la province devrait continuer d'importer le pétrole utilisé; une baisse de 3 points.

Le reste des répondants au Québec (20%, -7) **ne savent pas quelle est la meilleure manière pour la province de combler ses besoins énergétiques**. Les femmes ont davantage tendance à dire qu'elles ne savent pas (24%, -13).

Proposition interdisant l'exploration et l'exploitation du potentiel pétrolier et gazier du Québec

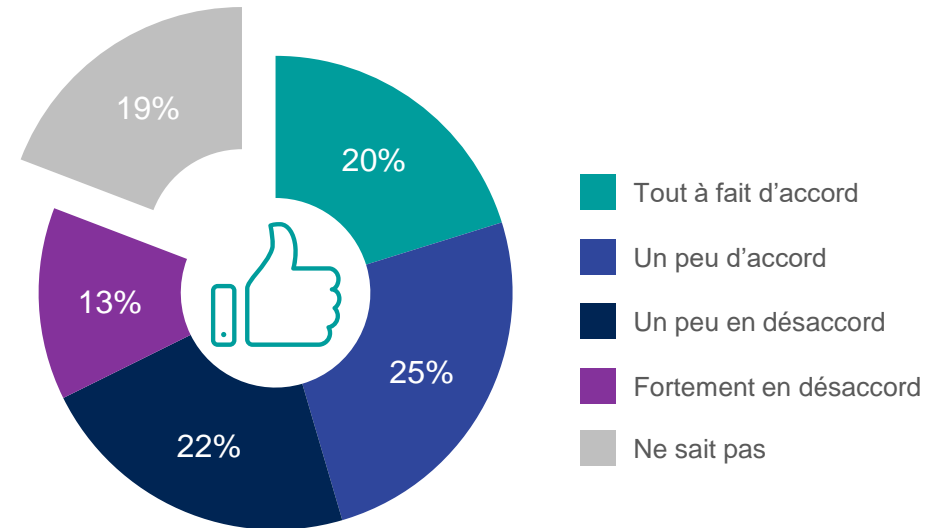
Moins de la moitié (45%) des Québécois sont d'accord avec l'idée du gouvernement du Québec d'interdire toute exploration et exploitation du potentiel gazier et pétrolier du Québec, où 20% sont 'tout à fait d'accord'. Autour d'un tiers (36%) sont en désaccord.

Les hommes (50%) sont davantage susceptibles d'être d'accord avec cette affirmation comparativement aux femmes (41%), dont 25% de celles-ci demeurent incertaines.

Les résidents de la région de Québec (56%) sont significativement plus susceptibles d'être d'accord que les résidents des autres régions (Montréal 46%, Autres régions 42%).

45% D'accord

36% En désaccord

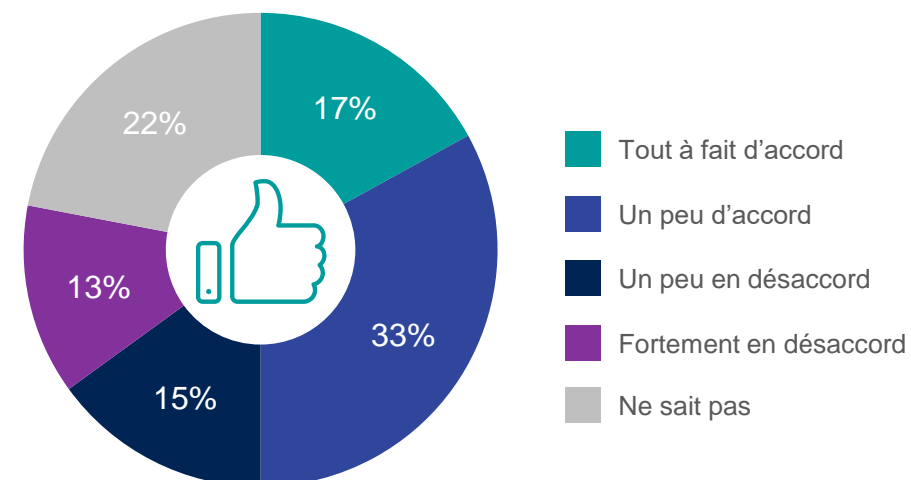
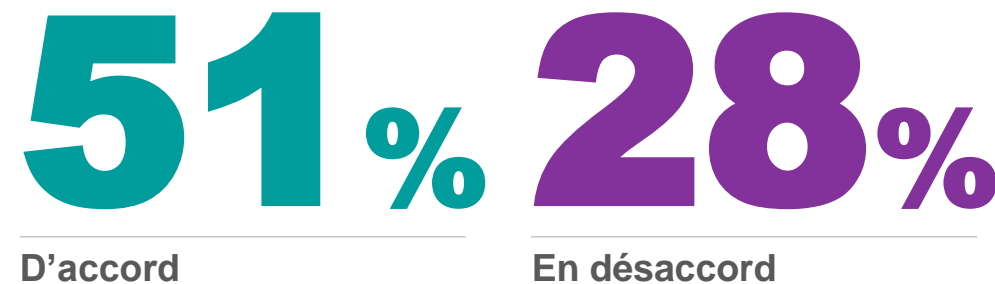


Idée du gouvernement du Québec d'interdire toute exploration et exploitation du potentiel gazier et pétrolier du Québec

Dédommagement des compagnies détenant des permis d'exploitation

La moitié des Québécois (51%) sont d'accord que, si l'idée du gouvernement est appliquée, les compagnies qui détiennent des permis pour exploiter du pétrole et du gaz naturel au Québec devraient être dédommagées selon la juste valeur marchande de leur permis. Plus d'un quart (28%) sont en désaccord, alors que 22% demeurent incertains.

Les hommes (54%) ont davantage tendance à être d'accord ('tout à fait' et 'un peu') avec cette affirmation comparativement aux femmes (47%); ceci est également le cas pour ceux qui ont moins de 35 ans (56% vs. 53% 35-54 et 47% 55+).



Dédommagement des compagnies qui détiennent des permis d'exploitation du pétrole et du gaz naturel au Québec

Les taxes et droits sur l'essence trop élevées?

Presque trois quarts des Québécois (73%) pensent que les taxes et droits imposés sur l'essence sont déjà trop élevés et ne devraient pas être augmentés davantage, où 51% se disent 'tout à fait d'accord'. Seulement 15% sont en désaccord avec cette affirmation.

Bien que faible, **les hommes** sont significativement plus enclins à être en désaccord (20%) que les **femmes** (11%), ce qui est également le cas pour ceux âgés de moins de 35 ans (20% vs. 15% 35-54 et 12% 55+). À l'inverse, **ceux qui ont 55 ans et plus ont davantage tendance d'être d'accord** (79% vs 70% 35-54 et 68% 18-34).

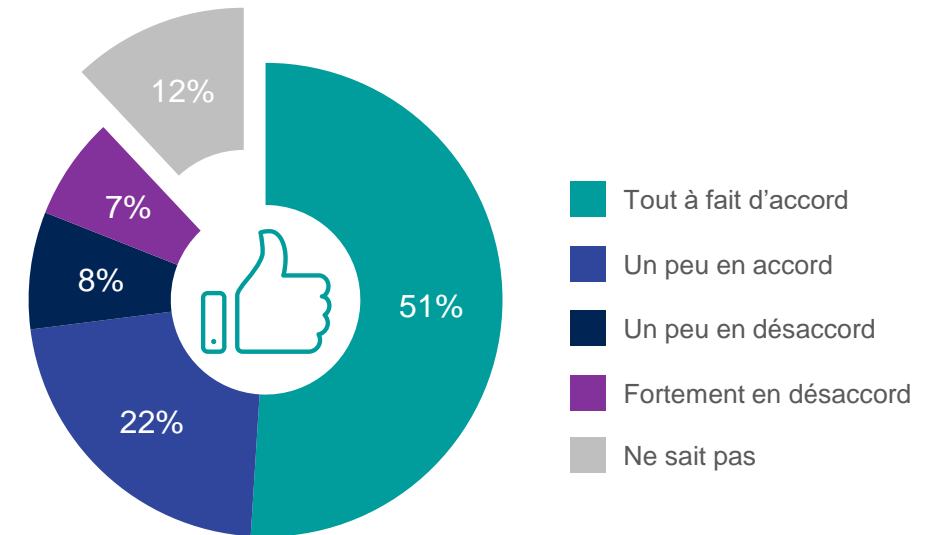
Les résidents de la région de Montréal ont davantage tendance à être 'fortement en désaccord' (9% vs. 6% pour la région de Québec et 5% pour les autres régions).

73%

D'accord

15%

En désaccord



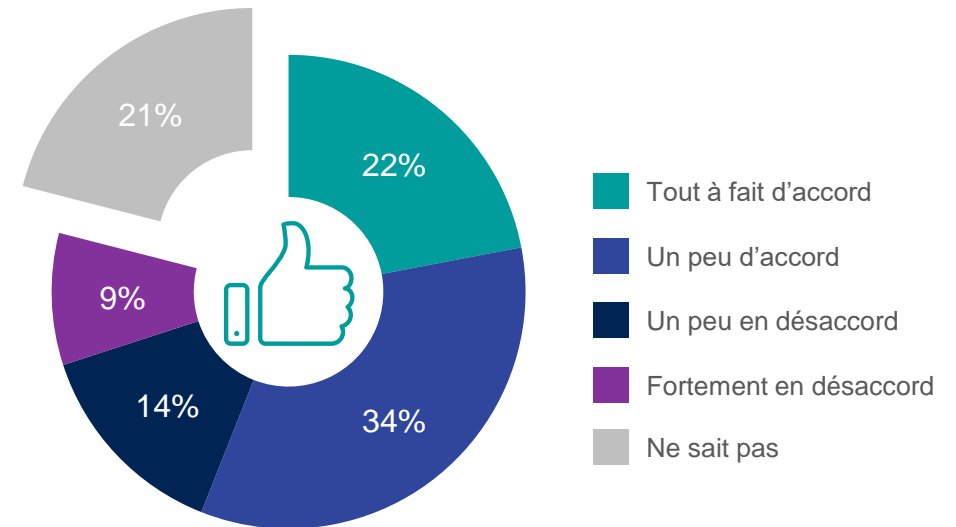
Le pourcentage est trop élevé et ne devrait pas être augmenté

Autorisation des projets d'exploitation de gaz naturel

Presque 6 Québécois sur 10 (57%) sont d'accord avec l'idée que le gouvernement du Québec devrait autoriser des projets d'exploitation de gaz naturel local, dans la mesure où ces projets n'émettent pas de gaz à effet de serre durant leur phase de production, même si l'utilisation subséquente du gaz naturel engendre des émissions de GES. Ceci inclut 22% qui sont 'tout à fait d'accord' et 34% qui sont 'un peu d'accord' avec cette affirmation. Environ un quart (23%) sont en désaccord alors qu'un cinquième (21%) demeurent incertains. **Les hommes** (60%) ont davantage tendance que les **femmes** (53%) à être d'accord.

57% D'accord

23% En désaccord



Le gouvernement du Québec devrait autoriser les projets d'exploitation de gaz naturel local

À propos Ipsos

Ipsos est le troisième Groupe mondial des études. Avec une présence effective sur 90 marchés, il emploie plus de 18 000 salariés et a la capacité de conduire des programmes de recherche dans plus de 100 pays.

Nos professionnels des études, analystes et scientifiques ont construit un groupe solide autour d'un positionnement unique multi-expertises – études marketing, opinion, citoyens, patients, gestion de la relation clients/employés. Nos 75 solutions sont basées sur des données primaires issues de nos enquêtes, de la surveillance des médias sociaux et de techniques qualitatives ou d'observation.

“Game Changers” – notre slogan– résume notre ambition d'aider nos 5 000 clients à naviguer plus facilement dans notre monde en profonde mutation.

Fondé en France en 1975, Ipsos est enregistrée à Euronext Paris depuis le 1^{er} juillet 1999. L'entreprise fait partie du SBF 120 et de l'index Mid-60. Elle est aussi éligible au Deferred Settlement Service (SRD).

www.ipsos.com

Game Changers

Dans un monde qui évolue rapidement, s'appuyer sur des données fiables pour prendre les bonnes décisions n'a jamais été aussi important.

Chez Ipsos, nous sommes convaincus que nos clients cherchent plus qu'un simple fournisseur de données. Ils ont besoin d'un véritable partenaire qui leur procure des informations précises et pertinentes, et les transforme en connaissances pour leur permettre de passer à l'action.

Voilà pourquoi nos experts, curieux et passionnés, délivrent les mesures les plus exactes pour en extraire l'information qui permettra d'avoir une vraie compréhension de la Société, des Marchés et des Gens.

Nous mêlons notre savoir-faire au meilleur des sciences et de la technologie, et appliquons nos quatre principes de sécurité, simplicité, rapidité et de substance à tout ce que nous produisons.

Pour permettre à nos clients d'agir avec plus de rapidité, d'ingéniosité et d'audace.

La clef du succès se résume par une vérité simple :
« **YOU ACT BETTER WHEN YOU ARE SURE*** »

*Pour prendre les bonnes décisions, il faut être sûr.